Langues vivantes : quels objectifs, dans quel système et dans quel but ?

Il y a quelques années, le groupe national définissait les langues vivantes comme « cheval de Troie » des contre-réformes. Le temps lui a donné raison : le niveau A2 devenu compétence 2 d'un socle désormais généralisé, la globalisation des horaires entraînant la concurrence des moyens au sein des équipes, le contrôle continu aux Bac et en BTS menaçant les diplômes nationaux, la marchandisation du système via les certifications, les filières favorisées pour certains (euros, bilangues, langues « rares »), les filières « classiques », adossées au duo anglais/espagnol pour d'autres. Quant aux langues régionales, elles continuent d'être livrées au privé et aux pouvoirs locaux.

PilotéEs par un Cadre Européen de Référence pour les Langues, devenu l'outil de la continuité du primaire à l'Université, les enseignantEs de LV se sont détournés progressivement des programmes et ont modifié leurs pratiques et évaluations dans des buts rarement clairs. Quant aux élèves, en plus de ne pas percevoir le sens des apprentissages, ils obtiennent des performances moindres depuis 2004 et l'introduction du CECRL (cf. enquêtes de la DEPP).

Ainsi, il est temps de changer de paradigme : l'enseignement des langues doit sortir de l'unique réalisation de tâches sociales (focalisation sur les savoir-être) et redevenir un objet d'étude à part entière qui ne se contente pas d'explorer des notions fourre-tout inter-langues. Les choix des savoirs à enseigner que fera le Conseil Supérieur des Programmes seront donc essentiels dans la construction d'une éventuelle culture commune, encore faut-il que ces contenus soient enseignés aux étudiants et retravaillés en formation continue, en lien avec la recherche.

La question des LV n'est néanmoins que la partie visible d'une refondation de l'École qu'il faut dénoncer plus globalement, en commençant par contester le dogmatisme pédagogique des IPR, le néo-management qui règne à tous les échelons de l'institution, la volonté de briser les diplômes pour entériner une école à deux vitesses dont les élèves des quartiers populaires sont les premières victimes, l'utilitarisme de l'enseignement qui conduit à une offre linguistique et culturelle exsangue.

Plus qu'à une simple marchandisation qui viendrait de l'extérieur, les enseignantEs transmettent de moins en moins une culture et des savoirs qui valent pour eux-mêmes au profit d'un objectif d'employabilité qu'il faut dénoncer car ce n'est qu'en comprenant mieux les nouvelles normes politiques que nous pourrons mieux les combattre.

Marc Rollin, S1 du collège J. Moulin (ECLAIR), Villefranche (69).
Membre du groupe langues vivantes national, secteur contenus.